



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/953  
S/1997/593  
29 juillet 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante et unième session  
Points 109 et 110 de l'ordre du jour  
DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION  
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 28 juillet 1997, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent du Cambodge auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe, pour information, une lettre que les membres de l'Assemblée nationale du Royaume du Cambodge ont adressée le 21 juillet 1997 au Président par intérim de l'Assemblée nationale, M. Loy Sim Chheang.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 109 et 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,

Représentant permanent

(Signé) SISOWATH Sirirath

ANNEXE

Résumé d'une lettre adressée le 21 juillet 1997 au Président  
par intérim de l'Assemblée nationale du Royaume du Cambodge

Conformément aux articles 7, 10, 19 et 58 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, nous, soussignés, membres du Parlement, demandons que toute séance de l'Assemblée nationale soit différée jusqu'à ce que la situation au Cambodge soit redevenue normale car, dans le climat d'intimidation qui règne actuellement, les parlementaires ne peuvent pas s'acquitter de leurs tâches dans un esprit d'indépendance et selon leur conscience.

(Signé) SON Sobert

(Signé) CHHUN Phinop

(Signé) Ahmed YAHYA

(Signé) MAOGN Sophan

(Signé) PRAK Chantha

(Signé) SON Chhay

(Signé) THAONG Nouv

(Signé) MIN Saroeun

(Signé) SAM Kanitha

Note :

Article 7. Le Comité permanent (de 12 membres) de l'Assemblée nationale et l'Assemblée elle-même sont élus pour un mandat de même durée (5 ans). En conséquence, les cinq membres du Comité permanent membres du Funcinpec et du Parti démocratique libéral bouddhiste ne peuvent être remplacés avant mai 1998.

Article 10. Le Comité permanent ne peut valablement siéger que si le quorum de 7 membres sur 12 est atteint. Étant donné que Son Sobert, Kem Sohka, Ahmed Yahya, Om Rasedy et Kan Man ont fui le pays à la suite du coup d'État et que le Président Chea Sim exerce les fonctions de chef d'État par intérim, six membres seulement du Comité permanent peuvent se réunir.

Article 19. Seul le Comité permanent peut convoquer l'Assemblée nationale et définir l'ordre du jour de ses séances.

Article 58. Un groupe de 10 parlementaires peut demander le report de toute séance de l'Assemblée nationale.

-----